

L'Europe de l'Est sans repère

Des phénomènes démographiques de grande ampleur ont accompagné les bouleversements politiques survenus depuis la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989), l'unification allemande (3 octobre 1990) et la dissolution de l'Union soviétique (25 décembre 1991) : l'émigration, sans prendre la forme irrépressible un moment envisagée, s'est développée en provenance de Russie, Pologne, Roumanie... La natalité s'est effondrée dans l'ex-RDA et a chuté en Russie, Roumanie, Bulgarie : la mortalité s'est aggravée en Russie et dans les autres pays issus de l'Union soviétique. Certains de ces phénomènes prolongent des tendances antérieures ; d'autres sont nouveaux, et apparaissent comme des répercussions directes des changements politiques, économiques et sociaux. Leur ampleur et leur simultanéité amèneront, s'ils se poursuivent, à parler de crise.

L'essor contrôlé des migrations Est-Ouest

On ne peut pas encore prendre une vue d'ensemble des migrations intra-européennes récentes. Il faudra, en particulier, attendre que la situation se stabilise dans l'ex-Yougoslavie pour dresser un bilan complet. On dispose cependant de données sur quelques pays, et en particulier l'Allemagne qui a connu l'afflux migratoire de loin le plus important. On peut distinguer trois courants : 1. Le flux des *Übersiedler* Allemands de l'Est gagnant l'Ouest : près de 800 000 en 1989-1990 (soit 5 % de la population de l'ex-RDA), dont environ 650 000 entre l'été 1989 et l'unification. Les conditions politico-économiques de celle-ci ont d'ailleurs été largement déterminées par le souci de mettre fin à ce courant. 2. Le courant des Allemands « de souche » *Aussiedler* est le plus impor-

tant. Tout au long des années 1980, cette migration « ethnique » de ressortissants des États d'Europe centrale et orientale a été encouragée par les autorités ouest-allemandes. Son ampleur s'est accrue depuis 1989, et le total de ces entrées, en provenance de Russie, du Kazakhstan, de Pologne, de Roumanie, représente près d'un million de personnes pour la période 1988-1989.

3. Les demandeurs d'asile, dont le nombre a fortement augmenté : en 1988-1990, 417 500 demandes ont été enregistrées, et ce flux continue d'augmenter, un peu moins vite toutefois. Ce ralentissement s'explique sans doute par les mesures restrictives qui ont été prises récemment : accord avec les pays d'origine (Roumanie, Pologne) et réforme constitutionnelle.

Globalement, l'immigration en Allemagne de l'Ouest est passée par un maximum en 1990, et tend à diminuer depuis. Mais le solde migratoire des seuls étrangers a continué d'augmenter.

L'Autriche a également connu une augmentation sensible de l'immigration, avec environ 300 000 arrivées d'étrangers de 1989 à 1992 : majoritairement des Yougoslaves (104 000 en 1989-1991), des Turcs (40 000), des Roumains et des Bulgares. Le solde migratoire, qui était antérieurement de l'ordre de 7 000 par an, a atteint 123 000 en 1990, puis s'est réduit à 59 000 en 1991 et 35 000 en 1992. Là encore, une législation plus restrictive sur le droit d'asile est entrée en vigueur en juin 1992, et des quotas d'immigration ont été institués en juillet 1993.

Il semble bien qu'il n'y ait que l'Allemagne et l'Autriche à avoir été concernées par des effectifs importants d'immigrants : peut-être aussi la Grèce et l'Italie, sur lesquelles les

Source : *Population et Sociétés*, INED (Institut national d'études démographiques), octobre 1993, n° 283.

données manquent. En Finlande, par exemple, autre pays «frontalier» de l'Europe de l'Est, les effectifs d'immigrants venant de Russie ont augmenté, mais sont limités : 500 en 1989, 5 500 en 1991.

Les craintes initiales d'un «déferlement» de migrants se sont donc révélées exagérées. L'Europe de l'Ouest n'a pas été submergée. L'application stricte des dispositions régissant l'immigration et le droit d'asile, leur renforcement éventuel, le coût des visas et des transports et, d'une autre façon, les difficultés de l'emploi dressent un barrage très efficace contre un mouvement de plus grande ampleur.

La baisse de la natalité

Depuis 1989, la natalité baisse dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, sauf en Lituanie. En Bulgarie et en Russie, où il y avait déjà une tendance à la baisse, la chute atteint ou dépasse 20 % en trois ans. Dans l'ex-RDA, on peut parler d'effondrement (Tableau I).

Chaque pays mériterait un examen particulier. Bornons-nous à présen-

ter un peu plus en détail l'évolution dans l'ex-RDA et en Russie. La *figure 1A* retrace l'évolution de la fécondité depuis 1988 dans les deux Allemagnes et dans l'Allemagne unifiée. Dans l'ex-RDA, le nombre de naissances a été divisé par plus de deux entre 1989 (199 000) et 1992 (87 000). Un tel effondrement n'avait été observé qu'en temps de guerre. La fécondité qui baissait lentement depuis le second semestre 1987, se stabilise à 1,55 enfant par femme de mi-1989 à mi-1990, puis s'effondre en septembre 1990 (conceptions de décembre 1989), au point qu'elle devient inférieure à 1 enfant par femme au printemps 1991 : ce cas n'avait été enregistré jusqu'ici que dans certaines provinces de l'Italie du Nord. La baisse des conceptions s'est donc produite entre la chute du Mur et la réunification, c'est-à-dire avant que le chômage et la désintégration du système de protection sociale associé aux entreprises se manifestent. La baisse s'est poursuivie en 1991 à un rythme plus réduit et, depuis le début de 1992, la fécondité des nouveaux

Länder semble à peu près stabilisée autour de 0,8 enfant par femme. Elle traduit sans doute la mise en place d'un nouveau calendrier. Dans cette chute, il y a augmentation relative du recours à l'avortement : pour 100 naissances, 37 avortements en 1989, 38 en 1990, 50 en 1991, 54 en 1992.

La question se pose évidemment des liens entre cette chute impressionnante et les mouvements migratoires concomitants. Au début, il n'était pas exclu que le nombre de jeunes couples établis à l'Ouest soit sous-estimé, donc les naissances à l'Est rapportées à un nombre de femmes surestimé, ce qui aurait exagéré l'ampleur de la baisse de la fécondité à l'Est. Mais le maintien de celle-ci à un niveau très bas, ainsi que les évolutions enregistrées à l'Ouest et pour l'Allemagne entière, font maintenant rejeter cette hypothèse.

Il y a bien une légère augmentation de la fécondité à l'Ouest de juillet 1990 à janvier 1991 : elle prolonge un mouvement antérieur et ne compense nullement la baisse à l'Est, si

Tableau I
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ

	Taux brut de natalité (pour 1000)					Taux brut de mortalité (pour 1000)				
	1985-1989	1989	1990	1991	1992	1986-1989	1989	1990	1991	1992
Albanie	25,5	24,7	25,2	—	—	5,6	5,7	5,6	—	—
ex-RDA	13,1	12,0	11,1	6,8	5,4	12,9	12,4	12,5	12,7	11,6
Bulgarie	13,1	12,5	11,7	10,7	10,0	11,9	11,9	12,1	12,3	12,0
Hongrie	12,0	11,9	12,1	12,3	11,7	13,7	13,9	14,1	14,0	14,2
Pologne	16,3	14,8	14,3	14,3	13,4	10,0	10,0	10,2	10,6	10,3
Roumanie	15,7	13,6	11,9	—	—	10,9	10,7	10,7	10,9	—
Slovaquie	16,3	15,2	15,1	14,9	14,1	10,2	10,4	10,2	10,4	10,1
Rép. tchèque	12,8	12,4	12,6	12,6	11,8	12,4	12,3	12,3	12,1	11,7
Russie	16,3	14,6	13,4	12,1	1,8	10,6	10,7	11,2	11,4	12,2
Biélorussie	16,2	15,0	13,9	13,0	—	9,9	10,1	10,7	11,2	—
Estonie	15,7	15,4	14,2	12,3	—	11,8	11,8	12,4	12,6	—
Lettonie	15,5	14,6	14,2	13,0	—	12,2	12,2	13,0	13,1	—
Lituanie	16,0	15,1	15,3	15,0	—	10,2	10,3	10,6	10,9	—
Moldavie	20,9	18,9	17,7	16,5	—	9,4	9,2	9,7	10,5	—
Ukraine	14,6	13,3	12,7	12,2	—	11,1	11,6	12,1	12,9	—

bien que la fécondité de l'Allemagne entière baisse à due proportion, et ne retrouve pas en 1992 le niveau de 1989.

Le diagnostic d'une crise profonde dans les nouveaux Länder est, de plus, confirmé par le recul de la nuptialité : l'indicateur de primo-nuptialité féminine tombe d'environ 77 mariages pour 100 célibataires en 1988 et 1989 à 33 en 1991 et 1992. Le recul ne s'interrompt qu'à la mi-1991. Plus encore que les effets de la situation de l'emploi, il faut voir là ceux du renchérissement des logements. Le nombre de mariages,

quant à lui, a été divisé par trois. (Les divorces ont également diminué, mais peut-être est-ce en raison des perturbations de l'appareil judiciaire provoquées par l'extension à l'ex-RDA de la législation ouest-allemande.) L'émigration n'a sans doute joué qu'un rôle secondaire dans ces mouvements spectaculaires : une diminution de la population de 5 % environ ne peut expliquer une baisse des naissances de 50 %. Il faut plutôt voir là une nouvelle adaptation des Allemandes de l'Est aux circonstances. Les femmes et les couples avaient, de même, su interpré-

ter, au mieux de leurs intérêts, les mesures natalistes adoptées en 1976 : pour pouvoir bénéficier des avantages supplémentaires accordés aux mères célibataires, de nombreuses femmes avaient décidé d'avoir un enfant sans être mariées et l'on avait assisté, simultanément, à une augmentation de la fécondité, à une diminution de la nuptialité et à une hausse des naissances hors mariage. Dans la conjoncture économique et sociale actuelle de l'Allemagne orientale, tout laisse à penser que les femmes préfèrent attendre pour avoir des enfants (figure 1A).

En Russie et dans les autres pays dont les données mensuelles sont disponibles, Bulgarie, Hongrie, Pologne et République tchèque, les évolutions, pour être moins brutales, n'en sont pas moins nettes (figure 1B).

En Russie, la baisse de la fécondité amorcée en 1987 s'est accélérée au deuxième trimestre 1991, l'indicateur trimestriel passant de 1,78 en mai 1991 à 1,4 à la fin de 1992. La Russie, qui avait une des fécondités les plus élevées de cette zone en 1988, se situe cinq ans plus tard à un des niveaux les plus faibles. Il y a eu 1,6 million de naissances en 1992, soit près de 600 000 de moins qu'en 1989. Le taux brut de natalité en 1992 (10,8 pour 1 000) est le plus faible jamais observé en temps de paix. Cette baisse de la natalité s'explique en partie par la diminution du nombre de femmes en âge d'être mère (classes creuses nées pendant les années 1960) ; elle est aussi le contre-coup des mesures natalistes du début des années 1980 (m/s n° 10, vol. 9, p. 1122). Enfin, les conditions économiques et sociales actuelles en Russie exercent sans aucun doute un effet dépressif sur la fécondité. C'est ce que suggèrent les données mensuelles qui révèlent une accentuation de la baisse dans la seconde moitié de 1992.

En Bulgarie, l'évolution est parallèle à celle de la Russie, à un niveau plus faible. De même, les courbes de la Hongrie et de la République

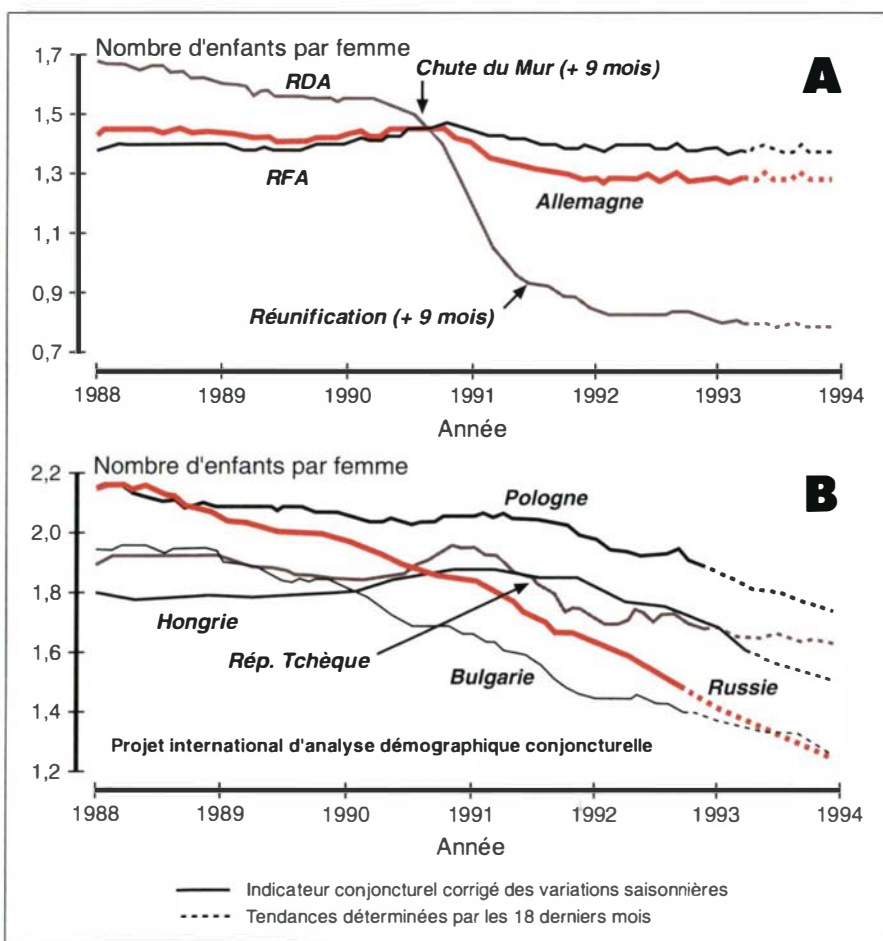


Figure 1. Un indicateur conjoncturel de fécondité au cours des cinq dernières années. A : Allemagne. B : autres pays de l'Europe de l'Est.

tchèque sont très proches : hausse de la fécondité en 1990, baisse ensuite, plus forte et plus précoce en République tchèque. En Pologne, la fécondité est restée stable à près de 2,1 enfants par femme jusqu'à la fin de 1991 mais, depuis le début de 1992, l'indicateur baisse, et se situe autour de 1,8 début 1993.

Dans les pays pour lesquels nous ne disposons que des indicateurs annuels (*Tableau I*), la situation est très voisine. La fécondité baisse fortement en Roumanie, de 2,3 en 1988 à 1,6 en 1991, comme en Moldavie, en Estonie et en Lettonie. Mais en Ukraine et en Slovaquie, la baisse est plus modérée. Seules l'Albanie et la Lituanie se distinguent par la stabilité de leur fécondité.

Si l'on excepte l'Albanie - où l'indicateur conjoncturel est encore égal à 3 - et la Moldavie, la fécondité est presque partout, dans cette partie de l'Europe, largement inférieure à 2 enfants par femme.

Les changements en cours en Europe centrale et orientale jouent à l'évidence un rôle dans la baisse conjoncturelle de la fécondité, rôle majeur, aux effets spectaculaires, dans l'ex-RDA, rôle plus modeste dans les autres pays, dont certains, comme la Russie, connaissent par ailleurs une chute tendancielle très prononcée.

Aggravation de la mortalité en Russie

La lutte contre la mort en Europe de l'Est et en Union soviétique était confrontée à des difficultés persistantes. Alors que la mortalité baissait rapidement, depuis une vingtaine d'années, dans tous les autres pays d'Europe, elle stagnait en Europe centrale et orientale, voire s'aggravait, comme en Hongrie. Ces pays connaissaient ainsi une mortalité sensiblement plus forte que celle de l'Europe de l'Ouest.

Depuis 1989, la mortalité est demeurée à peu près stable en Europe centrale, mais elle s'est aggravée en Russie, et dans les autres États issus de l'Union soviétique (*Tableau I*). En

Russie, le nombre de décès qui était inférieur à 1,6 million en 1989 dépasse 1,8 million en 1992. Le taux brut de mortalité est passé de 10,7 décès pour 1 000 habitants en 1989, à 12,2 en 1992, soit 14 % d'augmentation, à un rythme annuel de 4 %. En Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie, l'aggravation semble plus forte encore : elle s'effectue à des rythmes annuels (calculés seulement jusqu'en 1991) de 5 % à 7,7 %.

De telles augmentations de la mortalité sont tout à fait exceptionnelles à l'époque contemporaine dans les pays industriels. On n'en trouve pas d'exemple en Europe occidentale en temps de paix et, en Europe centrale ou orientale, les derniers cas analogues remontent aux années 1969-1971, en Pologne et Bulgarie.

Le lien entre les difficultés économiques que connaissent ces nouveaux États et l'augmentation de la mortalité semble évident. Dans une situation sanitaire déjà difficile, la détérioration de la situation sociale et économique entraîne une aggravation sensible de la mortalité.

Les changements politiques, économiques et sociaux en cours en Europe de l'Est ont eu des répercussions démographiques diverses selon les pays. L'ex-RDA et la Russie ont été les plus affectées, alors que la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie connaissent une relative stabilité.

La baisse de la natalité, conjuguée, le cas échéant, avec une aggravation de la mortalité, détermine des accroissements naturels très faibles, voire négatifs, dans toute la partie Est de l'Europe, qui, jusqu'alors, enregistrait des excédents de naissance supérieurs à ceux observés à l'Ouest. Phénomène inédit : les décès sont plus nombreux que les naissances dans un pays de près de 150 millions d'habitants, la Russie. Dans ce contexte, les migrations jouent un rôle désormais déterminant dans l'évolution démographique de tous les pays européens, qu'il s'agisse d'émigration, à l'Est, ou d'immigration, à l'Ouest ■